Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Elements-de-reflexion-apres-les

Eléments de réflexion après les élections européennes (2)

- S'organiser... - FV&R le PCF ! -

Date de mise en ligne : jeudi 11 juin 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

60% d'abstention aux européennes : le rejet de la politique du pouvoir et de l'UE est confirmé. La responsabilité du PCF pour engager la contre-offensive politique et idéologique demeure entière.

Le résultat marquant de l'élection européenne du 7 juin est le niveau atteint par l'abstention. 6 Français sur 10 ont boycotté le scrutin. L'abstention culmine dans les quartiers populaires. A bien des égards, elle a exprimé un message politique fort auquel notre parti doit accorder toute son attention.

Les électeurs ont refusé d'apporter une caution démocratique à l'UE au service du capital et aux forces politiques qui en font la promotion. Ce vote prolonge la victoire du NON au référendum de 2005 et sanctionnent ceux qui ont méprisé l'expression du peuple en signant le Traité de Lisbonne. L'intégration européenne, les traités, les directives et les règlements européens n'ont aucune légitimité pour continuer à servir de prétextes aux gouvernements pour casser les acquis sociaux et démocratiques nationaux, les services publics, la protection sociale, l'agriculture...

Deuxième enseignement du scrutin, le pouvoir sarkozyste ne peut pas se prévaloir d'un soutien populaire. Avec 28% des 40% de participants, l'UMP n'obtient le suffrage que d'un Français sur 9 (10,83% des électeurs inscrits). Ce résultat confirme le niveau d'opposition à la politique du gouvernement, démontrée par le développement des luttes, dans toutes les catégories sociales, par l'ampleur des mobilisations du 29 janvier et du 19 mars.

Avec 17%, le PS chute de 11% par rapport à 2004 comme aux cantonales de 2008. Sa posture d'opposant n'arrive plus à convaincre, même par défaut. Fervent défenseur de la « constitution » européenne en 2005, il est un des fers de lance de sa réplique, le Traité de Lisbonne. En cohérence, il n'affronte pas sur le fond les contre-réformes du gouvernement. L'option social-démocrate perd de la crédibilité en période de crise du capitalisme. C'est un constat.

Les listes attrape-tout de Cohn-Bendit et Bové ont servi à racoler, au nom de l'écologie, vers des positions « pro-européennes » et « libérale ».

Malgré ce contexte, le « Front de gauche » n'arrive pas à dépasser le résultat des listes PCF de 2004 : 6,05% des exprimés, 2,35% des inscrits contre 5,90% et 2,43%. Avec 1.041.000 voix, il est très en retrait sur les cantonales de 2008, 9,08% et 1.150.000 voix, obtenues sur seulement la moitié du territoire.

L'action des militants communistes a été déterminante dans la mobilisation et dans la réélection de deux députés européens PCF, le même nombre qu'en 2004, Jacky Hénin et Patrick Le Hyaric.
Les communistes sont d'autant plus autorisés à tirer le bilan critique de la stratégie du « Front de gauche », imposée « d'en haut » en court-circuitant le 34ème congrès. Plus que jamais, nous refusons la conception d'adhérents porteurs de seaux de colle pour des choix décidés sans eux.

Pour notre part, nous estimons que le Front de gauche a empêché de donner sa force et son utilité au vote communiste. Il a détourné le PCF de ses responsabilités pour dégager la perspective politique et répondre aux attentes du monde du travail, dans une période de crise du capitalisme et de développement d'un très fort mouvement de lutte.

L'union ne se décrète pas et l'union pour l'union n'a aucun sens. Le Front de gauche, association avec deux petits groupes dissidents du PS et du NPA représente une démarche « unitaire » factice. Elle n'a entraîné qu'un nouvel

Copyright © Le Vénissian

effacement du PCF et de son identité et la promotion de Jean-Luc Mélenchon.

Avec ce partisan historique de Maastricht, le message de « réorientation » de l'Europe du Parti de la gauche européenne s'est encore un peu plus décalé de la force du rejet populaire du l'UE du capital, exprimé en 2005 et alors porté par notre parti.
La campagne nationale a réduit la perspective politique à l'enjeu électoraliste du scrutin européen, aux institutions, en définitive à la perspective d'une alternance un peu plus à « gauche » en 2012. Alors que des millions de salariés défilent dans la rue !
Si M. Mélenchon veut continuer à être la voiture balais « à gauche » de l'UE et du PS, ce doit être sans nous !

Dès le soir des élections, Marie-George Buffet affiche sa volonté de poursuivre la démarche du « Front de gauche ».
Militants et dirigeants d'organisations du PCF, soucieux de l'importance pour notre pays de faire vivre et renforcer notre parti, nous pensons au contraire qu'il faut se dégager de cette nouvelle étape de la mutation-dilution du PCF et de son identité, dans le sens de la « métamorphose » du Parti rejetée par les camarades au 34ème congrès.

Dès à présent, nous demandons à la direction du Parti d'éclaircir plusieurs points.

Nous invitons les communistes à intervenir pour qu'elle exclue sans ambiguïté le projet de fédération puis de fusion du PCF dans un « parti de gauche » suivant le modèle de « die Linke » en Allemagne tel que certains dirigeants du PCF et J.L Mélenchon le mettent en avant avec insistance.
Sur le plan électoral, suivant les conditions propres à chaque région, nous nous prononçons pour la préparation de listes communistes de rassemblement aux régionales de mars 2010.

Après comme avant les élections européennes, les luttes sociales portent la perspective politique, face aux prétentions accrues du pouvoir sarkozyste. Le PCF doit y tenir toute sa place comme force politique de proposition, mais aussi d'impulsion des luttes sur des objectifs politiques immédiats.

Cela ne cesse de se vérifier : l'affaiblissement du PCF depuis 25 ans nourrit les prétentions du patronat et du capital. La crise actuelle du capitalisme mondialisé vient souligner la justesse de nos fondamentaux théoriques marxistes, de notre forme d'organisation historique au plus près de ceux qui ont intérêt à abattre le système capitaliste, de notre parti pris de la lutte des classes dans le camp du monde du travail.

Autant de raisons de faire vivre et de renforcer le PCF, de lui rendre son identité révolutionnaire, pour se démarquer totalement du consensus des forces de l'idéologie dominante et de leurs combinaisons politiciennes.
Sans hésiter et sans compter, l'heure pour les communistes est à s'impliquer entièrement dans les luttes pour commencer à mettre en échec le programme de contre-réformes du pouvoir pour mener la contre-offensive politique et idéologique. Contre les lois Bachelot contre l'hôpital public, Boutin contre le logement social, l'accompagnement de la casse industrielle... Notamment dans les manifestations du 13 juin à l'appel des organisations syndicales.

Nous assumerons toutes nos responsabilités de militants et dirigeants communistes dans cet objectif.

Copyright © Le Vénissian